

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19920 - 77EME ANNÉE

La question de la responsabilité réunionnaise de nouveau posée

Crise sanitaire : les Réunionnais par milliers dans la rue pour dire « non » aux décisions de Paris



Des milliers de Réunionnais ont manifesté samedi notamment à Saint-Pierre et Saint-Denis contre la gestion de la crise sanitaire et les mesures du gouvernement. L'urgence d'une autre politique est de nouveau posée.

Alors qu'à partir d'aujourd'hui, La Réunion sera lieu d'expérimentation du Pass sanitaire obligatoire pour accéder aux restaurants, le mouvement de protestation contre la gestion de la crise sanitaire ne faiblit pas dans notre île. Depuis vendredi, les hôpitaux publics sont touchés par une grève illimitée à l'appel de la Fédération autonome de la fonction publique hospitalière de La Réunion pour dénoncer l'obligation du Pass Sanitaire, et en creux de la vaccination, pour être soigné dans un hôpital à l'exception des urgences. Pour la rentrée scolaire prévue la semaine prochaine, la FSU-Réunion a déposé un préavis de grève pour dénoncer la politique du gouvernement. Le syndicat reven-

dique des moyens pour lutter plus efficacement contre l'épidémie et protéger la communauté éducative, ainsi que le report de la rentrée scolaire pour qu'elle puisse se dérouler dans de meilleures conditions.

Conséquence d'une stratégie

Samedi, des milliers de Réunionnais sont de nouveau descendus dans la rue pour faire part de l'opposition au Pass Sanitaire obligatoire, à l'obligation de se faire inoculer un vaccin expérimental pour éviter un licenciement dans certaines professions, ainsi que contre les mesures de casse sociale que compte mettre en œuvre le gouvernement pour baisser les revenus des retraités et des travailleurs privés d'emploi, dans le but de diminuer la dette des ultrariches envers la société qui leur permet de mener légalement un tel train de vie alors que la pauvreté

continue de faire des ravages. Ces manifestations sont la conséquence d'une stratégie : avoir laissé le coronavirus contaminer La Réunion l'an dernier. Et comme si cela ne suffisait pas, le maintien de l'ouverture de l'aéroport en pleine pandémie est responsable de l'importation des différents variants qui frappent notre île.

Cette stratégie décidée à Paris est responsable de la crise sanitaire à La Réunion.

Responsabilité

Dans ces conditions, il est plus qu'urgent de changer de stratégie. Celle-ci doit être mise en œuvre en plaçant les Réunionnais au centre. Lorsque l'on constate que des pays insulaires à la population équivalente à celle de La Réunion n'ont pas été touchés par l'épidémie et vont accentuer leur avance sur notre île dans ce domaine, il est évident que Paris doit prendre conscience des conséquences de ses errements. Car si des Réunionnais conscients de leur responsabilité vis-à-vis de leur pays et des générations futures avaient la compétence de la santé de la population, la crise sanitaire aurait été évitée, l'exemple est tout près de nous à Maurice. Il n'est pas trop tard pour agir.

M.M.

Efficacité limitée des vaccins COVID contre le variant delta

Fermer l'aéroport de La Réunion pour protéger la population

Les vaccins administrés à La Réunion ne bénéficient pas d'une autorisation définitive de mise sur le marché par l'Union européenne car les recherches ne sont pas terminées. Plusieurs expérimentations soulignent le manque d'efficacité de ces vaccins face au variant indien très contagieux, le variant delta, comme aux Etats-Unis. En Israël où 62 % de la population du pays a déjà participé à l'expérimentation, des milliers de nouveaux cas de coronavirus par jour sont à déplorer. Ceci souligne l'importance d'établir un contrôle systématique et d'imposer la quarantaine stricte aux personnes vaccinées qui débarquent à La Réunion et qui peuvent aujourd'hui se mêler à la population au risque d'infecter des personnes saines.

Futura Sciences révèle que « l'étude d'un cluster dans l'État du Massachusetts, dévoilée la semaine dernière, a surpris par la quantité de virus retrouvée chez les personnes vaccinées infectées, comparable à celle des non vaccinées. « Certaines personnes infectées par le variant Delta après la vaccination peuvent être contagieuses et transmettre le virus à d'autres personnes », a commenté Rochelle Walensky, directrice des Centres de prévention et de lutte contre les maladies (CDC) améri-

cains, qualifiant ces données d'inquiétantes ».

Elles seraient tempérées par le fait que « jusqu'à présent, toutes les autres études ont montré que les personnes vaccinées infectées ont une charge virale plus faible, et donc transmettent probablement beaucoup moins que ne le font les personnes non vaccinées », explique à l'AFP l'immunologiste Claude-Agnès Reynaud, directrice de recherche au CNRS ».

Une autre étude sur l'efficacité des vaccins est en cours en Israël, un des pays qui a le plus vacciné sa population avec les vaccins prévus pour les pays riches, comme le Pfizer. C'est donc une base de premier choix pour les producteurs des vaccins en phase de test.

En Israël, le nombre de personnes qui ont reçu à ce jour une première dose de vaccin s'élève à plus de 5,8 millions, soit 62,2 % de la population totale du pays, tandis que plus de 5,39 millions ont reçu une deuxième dose et plus de 420.000 une troisième.

Le ministère israélien de la Santé a signalé samedi 4.221 nouveaux cas de COVID-19, portant le nombre total d'infections dans le pays à 897.326, tandis que le nombre de décès dus au virus a augmenté de 19 pour passer à 6.535.

Dans le même temps, a indiqué le ministère, le nombre de cas actifs est passé à 31.736, le plus plus

haut niveau depuis le 13 mars, tandis que le nombre de patients dans un état grave est passé de 257 à 324.

En France, le Conseil scientifique est obligé de tenir compte de ces faits. Dans son avis sur le Pass sanitaire daté du 5 août, il reconnaît que « quelques études récentes suggèrent une protection plus limitée contre l'infection et la transmission associées au variant delta » et de souligner que « le respect des gestes barrières et de prévention est donc essentiel durant les semaines à venir ainsi que le tryptique tester/tracer/isoler ». Autrement dit, compte tenu des résultats de la recherche en cours sur les vaccins administrés à La Réunion, la prudence impose donc de rester aussi vigilant que lors des précédentes épidémies qui ont touché notre île avant le début de la campagne de vaccination.

Ceci souligne l'importance d'établir un contrôle systématique et d'imposer la quarantaine stricte aux personnes vaccinées qui débarquent à La Réunion et qui peuvent aujourd'hui se mêler à la population au risque d'infecter des personnes saines.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Edito

Conversion des centrales thermiques à la biomasse : une étape vers l'autonomie énergétique, mais certainement pas la fin du chemin

Très utilisée à l'échelle mondiale, où elle représente 2 % de la production d'électricité, la biomasse est issue de ressources principalement forestières et végétales comme le bois, les céréales ou la paille. En France, elle représente plus de 55 % de la production d'énergie finale renouvelable. Sur l'île, une de ses formes les moins connues est au cœur de la transition énergétique : la biomasse liquide. Elle provient à 70 % de la fermentation des sucres et à 30 % d'huiles (végétales ou recyclées). Destinée respectivement aux moteurs à essence et au diesel, cette source d'énergie permet également, dans sa version huile, d'alimenter les centrales électriques. Ses avantages sont nombreux : il s'agit d'une énergie renouvelable, neutre en CO₂, qui améliore la qualité de l'air.

Les unités de biomasse liquide sont également sûres pour la population et l'environnement : elles ne sont pas classifiées SEVESO. Comme le bioéthanol, le biodiesel produit à partir d'huiles est en effet un produit non-dangereux, non-toxique et biodégradable. À la Réunion, la filiale EDF PEI (production électrique insulaire) d'EDF a développé un procédé permettant d'utiliser de la biomasse liquide durable qui servira à remplacer le fioul lourd utilisé dans la centrale de Port-Est de 212 MW d'ici 2023. Ses moteurs tourneront grâce à l'énergie fournie par des huiles conformes à la directive européenne sur les énergies renouvelables (RED II), qui fixe des hauts standards de qualité environnementale des produits, tout en assurant une traçabilité de chaque tonne consommée. L'huile de palme sera par ailleurs proscrite.

Les centrales de Bois-Rouge et de Gol, qui fonctionnaient jusque-là principalement avec le charbon en provenance d'Afrique du Sud, tourneront majoritairement avec de la biomasse solide, mélange de bagasse (résidu fibreux de canne à sucre) et de granulés de bois. Si les granulés seront importés des États-Unis, la bagasse continuera à être produite localement et sera complétée par la future filière locale de déchets (bois et végétaux), qui permettra elle aussi de réduire les importations. « Au démarrage, les pellets (granulés de bois) constitueront 70 % du combustible utilisé », précise Frédéric Moyne, président de l'opérateur privé (Albioma) qui exploite les deux établissements. « Mais nous avons la volonté de régionaliser nos approvisionnements [...] et donner la priorité à la biomasse locale : la bagasse mais aus-

si potentiellement, les pailles de canne, les broyats de palettes, la fraction ligneuse des déchets verts, la biomasse forestière. » Grâce aux différents investissements, la biomasse devrait couvrir plus de la moitié de la production électrique de l'île (30 % solide, 30 % liquide), à laquelle s'ajoutent 15 % de solaire photovoltaïque, 17 % d'hydraulique, 4 % de combustion de déchets et 2 % d'éolien. Au total, les énergies renouvelables et de récupération fourniront donc la totalité de l'électricité consommée.

La centrale électrique de Drax, au Royaume-Uni, est passée en quelques années de l'une des usines les plus polluantes du continent à l'une des plus ambitieuses en matière de réduction des émissions de CO₂. Mais sa méthode, remplacer le charbon par de la biomasse, est controversée. Selon Michael Norton, directeur du programme environnement du Conseil scientifique des académies des sciences européennes (Easac), le problème de la biomasse est qu'« il faut entre plusieurs décennies et plusieurs siècles » pour que les nouveaux arbres puissent recapturer tout le carbone libéré lors de la combustion. Et entre-temps, le bois ayant une intensité énergétique plus faible que le charbon, la somme de gaz à effet de serre relâchée est donc plus importante. D'autant plus s'il faut ajouter les émissions liées au transport, Drax important d'Amérique du Nord 80 % des 7,5 millions de tonnes de bois qu'elle brûle chaque année. La biomasse est encore un mal nécessaire, mais ne peut être qu'une solution intermédiaire pour répondre à l'urgence pour nous donner le temps d'industrialiser des process énergétiques nouveaux pour le coup réellement durable. De plus l'utilisation de biomasse importée des États Unis ne nous rend pas autonome en énergie. Le chemin vers le développement durable est encore long.

« Nous n'avons pas hérité la Terre de nos ancêtres, mais l'empruntons à nos enfants. »

Antoine de Saint Exupéry

David Gauvin

Oté

Nou lé kontan bande jenn rényoné la bien réissi dann léspor

Mézami, zézolinpik i sava fini é shakinn i tire déza son konklizyon : li vo sak li vo, mé sak lé sir sé k'in zézolinpik san piblik sé in drol dé zé. Sak lé sir sé ké lo zézolinpik sé in gran spéktak mé kan li na poin piblik éskize mon pardon ala in drol éspéktak. In pé va dir vi k'néna la télé épi li anvoye son bandezimaz in pé partou, sa i ranplass lo piblik. Zot i pé panss sak zot i vé, mé mwin pèrsonèl mwin la zamé panss la télé la zamé ranplass lo piblik.

Astèr mi antan in pé apré di, La Rényon la mète ali anlèr dann zézolinpik sète ané. Lé vré néna dé rézilta i bote anou, sa lé sir é déssèrtin jenn rényoné la fé bande bon rézilta, é ni san nou lé flaté, é sa lé bien normal. Lo mérite i arvien pa d'nou mé i vien d'bande zatlète zot mèm, épi zote fédérassion la bien travaye avèk zot. Kissoi bande zidoka, kissoi bande handball, bande sikliss, volleyball épi d'ote spor ankor.

Astèr ni pé domande anou si La franss i tire toute lo méyèr possib son bande sitoïyin l'outre-mer. Ni pé domande anou si lo méthode pratiké par lo milyé sportif par rapor bande téritoïr l'outremèr sé in bone méthode. Si par ébzanpe téi fo pa in bone baz lo bande spor dann shak téritoïr l'outre-mèr avan légzode noute bande jenn zatlète. Mi panss sa lé vré pou léspor, mé vré galman dann d'ote séktèr... Mi panss sa sé in vré déba é in zour sansa l'ote i fodra bien amenn déba-la.

Alon pa fé lo pti boush pou linstan, déssèrtin jenn rényoné la fé bon rézilta, zot famiye, zote kamarade épi nou mèm nou lé kontan avèk zot rézilta... Tan myé, mé lobligassion alé déor pou toute é dann toute lé ka, ni pé domandé si in politik konmsa la pa lèss in bonpé jenn La Rényon épi lé zot téritoïr l'outre-mèr dsi l'karo konm i di. An aiandan bravo pou noute zénèss la bien réissi.

Justin